05 2016

« Casseurs » : renverser l'accusation

Colléctif

Une centaine d'intellectuels et de personnalités dénoncent la stratégie du gouvernement d'isoler des « groupes organisés » et d'exagérer leurs faits de violence pour décrédibiliser les manifestations contre la loi travail à Rennes et à Paris.

Voilà deux mois que le gouvernement ne sait plus que faire pour venir à bout d'un mouvement auquel il ne comprend rien. Après avoir usé jusqu'à la lie la rhétorique anticasseur, il inaugure depuis la semaine dernière une nouvelle stratégie afin d'écraser ce qui lui résiste. Cette stratégie consiste à isoler, sur les suggestions des services de renseignement, des *« groupes organisés »* constitués policièrement en *« associations de malfaiteurs »,* puis à les accuser de faits dont on exagère la gravité afin de pétrifier tant la population que ceux qui luttent. Ainsi, on annonçait jeudi 19 mai l'arrestation à Rennes d'un groupe de 20 *« casseurs »,* jeunes *« radicalisés »* appartenant à la *« mouvance anarcho-autonome »,* une *« association de malfaiteurs »* qui s'apprêtait à *« saboter »* le métro de la ville. Renseignements pris, le sabotage en question était une action de blocage économique décidée en assemblée générale interprofessionnelle et menée de concert avec la CGT-Route qui bloquait les axes routiers en périphérie de la ville. L'*« association de malfaiteurs »* se réunissait dans les locaux de Sud-Solidaires et

s'apprêtait, en fait, à coller des autocollants sur les composteurs de billets, voire, pour les plus extrémistes, à y introduire de la mousse expansive.

C'est une manœuvre identique qui a été déployée à Paris le 18 mai suite à l'attaque d'une voiture sérigraphiée de la police par des manifestants. Alors que le syndicat de police Alliance privatisait la place de la République et faisait des «selfies» aux côtés de Marion Maréchal-Le Pen, d'Eric Ciotti et de Gilbert Collard, une contre-manifestation sauvage, repoussée à coups de gaz lacrymogènes, s'élançait dans les rues de Paris. C'est dans ces conditions qu'une voiture de police prise dans la circulation a dû essuyer un concentré de cette colère que l'on voit éclater depuis deux mois, à chaque manifestation. Qu'à force de se faire brutaliser, les plus pacifiques des manifestants en soient venus à entonner les slogans *« Tout le monde déteste la police », « Même la police n'aime pas son travail », « Que fait la police, ça crève les yeux »*, devrait à tout le moins interroger. Suite à l'incendie du véhicule, le gouvernement allumait un contre-feu en gonflant l'incident en *« tentative d'homicide volontaire »*. A cet effet, on occultera opportunément qu'à la vue des premiers manifestants, le policier a sorti son arme de service, voulant les repousser, et que ces mêmes manifestants ont aidé la policière à sortir du véhicule ; on transformera le bout de plastique dont se défend le policier en *« barre de fer »,* des manifestants en *« association de malfaiteurs »* et on ira chercher des coupables présélectionnés par les services de renseignement parmi les militants de l'Action antifasciste Paris-Banlieue (AFA), que l'on essayait depuis une bonne semaine d'interdire de manifester. Et tous les médias de reprendre en chœur cette construction grotesque. Qu'importe qu'après deux jours de garde à vue, le ministère de l'Intérieur lui-même concède dans les pages du *Monde*

qu'il n'y a, en l'état, aucun élément permettant de lier ces quatre militants à l'incendie de la voiture.

On comprend mieux à présent le sens de la déclaration de Manuel Valls au Sénat mardi 17 mai : *« Ces Black Blocs, ces amis de monsieur Coupat, toutes ces organisations qui au fond n'aiment pas la démocratie, qui la contestent, qui en contestent les principes, trouveront la plus grande détermination de l'Etat, de la police et de la justice. »* Ce qui était alors en préparation, à Rennes comme à Paris, était une manœuvre identique à celle qu'avaient tentée Michèle Alliot-Marie et Alain Bauer à l'époque du raid antiterroriste de Tarnac : cibler sur les conseils des services de renseignement un groupe d'opposants à éliminer, leur imputer des faits controuvés, construire sur cette base une *« association de malfaiteurs »* et tabler sur le suivisme et la lâcheté médiatiques pour faire passer l'accusation dans l'opinion.

Si, à l'époque, cette manœuvre a fini par piteusement échouer, c'est parce que nombreux furent celles et ceux qui, derrière le discours policier et gouvernemental, devinaient l'opération politique. Ce qui se prépare en ce moment, ce sont des « affaires de Tarnac » en série. C'est pourquoi nous appelons à soutenir les mis en examen de Rennes ou de Paris, ainsi que les lycéens, étudiants et manifestants mis en examen et qui parfois attendent en préventive leur comparution. Nous appelons à déjouer toute tentative de les isoler et de les instrumentaliser et à lutter pour l'abandon des charges extravagantes pesant sur eux : bref, à renverser l'accusation.

Retrouvez le texte et la liste complète des premiers signataires sur : http://www.liberation.fr/debats/2016/05/26/casseurs-renverser-l-accusation_1455373